



## Pour une histoire des droits des enfants au XX<sup>e</sup> siècle : approches transnationales

Colloque international

9-10 octobre 2014

Université d'Angers – UMR CERHIO – Maison des Sciences humaines

### **Appel à communication**

Au XX<sup>e</sup> siècle, l'enfance a fait l'objet de mobilisations de différents groupes sociaux et d'institutions engagées dans la défense de ses droits. Investie d'un rôle politique fort, l'enfance est devenue une « cause » dont les enjeux ont dépassé de loin la simple protection des enfants eux-mêmes. Conséquence de l'émotion suscitée par la vulnérabilité de l'enfance exposée aux drames du XX<sup>e</sup> siècle, des campagnes d'opinion, des « croisades » militantes ont prétendu protéger l'enfant des vicissitudes de la modernité. Ces enjeux politiques se manifestèrent à travers la constitution progressive des droits de l'enfant qui s'étendit dans le second XX<sup>e</sup> siècle aux sociétés du Sud. Au-delà des contingences nationales, il s'agissait de garantir à chaque individu sécurité et éducation, acquis nécessaires à l'exercice du libre-arbitre, considéré comme la pierre de touche des sociétés libérales.

De la première déclaration des droits de l'enfant à Genève (1923-1924) à la Convention internationale des droits de l'enfant il y a 25 ans (1989) en passant par de grandes étapes (1959, 1979...) l'histoire des droits des enfants n'a pas encore fait l'objet de travaux d'envergure. De ce fait, les enjeux contemporains de la sollicitude mondiale à l'égard des enfants, dont les nombreux échecs dans sa réalisation pratique témoignent, ne sont pas éclairés par l'analyse des apories historiques de leur constitution.

Le colloque a pour objet d'étudier comment se sont articulés dans l'espace transnational, mobilisations, savoirs, normes et dispositifs institutionnels au nom de l'édification des droits des enfants. Ces droits croisent différents champs : le droit et la justice, les politiques sociales, l'éducation et les loisirs, la santé publique et l'intervention humanitaire, etc. Il s'agira, d'une part, d'examiner les pratiques sociales et la fabrique d'un espace de la cause des enfants, et, d'autre part, de restituer l'expérience historique des acteurs, et en particulier le rôle des enfants eux-mêmes dans la constitution de leurs droits, en mobilisant le concept de citoyenneté. On s'interrogera sur cette tension, qui, au long du XX<sup>e</sup> siècle, a travaillé le champ des droits de l'enfant, entre l'essor des impératifs de gestion des risques visant à protéger l'enfant vulnérable et le développement des droits personnels du sujet juvénile, au nom d'une volonté politique d'émancipation.

Deux types de communications sont essentiellement attendus :

- D'une part des interventions proposant une réflexion sur les sources et les corpus de l'historien ainsi que sur l'accès aux archives nécessaires pour une histoire des droits des enfants. La nouveauté du champ historiographique invite à la diversification et au décloisonnement en termes aussi bien de statut des producteurs (administrations publiques, individus, associations, organisations internationales), de lieux de conservation que de nature des documents (archives écrites, figurées, filmiques, photographiques, sonores). Les conditions d'accès aux documents, notamment en termes de programmes de numérisation et de mise en ligne, méritent attention.



- D'autre part des monographies et études de cas à différentes échelles présentant des avancées dans les connaissances. Les thèmes et questionnements attendus ne sont pas limités, mais en voici quelques-uns qui retiennent particulièrement l'attention des organisateurs :

Comment différents acteurs se sont-ils mobilisés et ont-ils fait propagande autour de l'impératif moral, social, et politique de la protection et du bien-être des enfants et des jeunes à l'échelle mondiale ?

Quels sont les effets retours de ces mobilisations sur le gouvernement des populations, mais aussi sur les pratiques des groupes sociaux et des individus ?

Comment penser conjointement les effets des mobilisations pour les droits des enfants comme émancipation mais aussi comme aliénation pour l'enfance ?

Comment la dimension universelle des droits des enfants s'accommode-t-elle des inégalités sociales, raciales et de genre, à l'échelle des communautés, des nations, et du monde ?

Quelle est la place des acteurs, enfants et familles, dans la demande de droits ?

L'énonciation des droits des enfants ne produit-elle pas de nouvelles formes de « hiérarchies d'humanité » ?

Comment l'énonciation des droits des enfants participe-t-elle à une nouvelle définition de la citoyenneté ? Et dans quelle mesure la question de la citoyenneté rend-elle compte des négociations et conflits qui se nouent autour des normes sociales mises en forme par les droits des enfants ?

Les propositions de communication (400 mots maximum, en français ou en anglais) accompagnées d'une présentation biographique et bibliographique de leurs auteurs sont à envoyer conjointement à [yves.denechere@univ-angers.fr](mailto:yves.denechere@univ-angers.fr) et [david.niget@univ-angers.fr](mailto:david.niget@univ-angers.fr) **avant le 15 mai 2014.**

NB Il ne sera pas demandé de frais d'inscription aux communicants ; l'organisation prendra en charge leur frais d'hébergement et de repas mais pas leurs frais de transport.

#### **Comité d'organisation :**

- Yves Denéchère, Université d'Angers-UMR CERHIO
- Joëlle Droux, Université de Genève-ERHISE
- Patrice Marcilloux, Université d'Angers-UMR CERHIO
- David Niget, Université d'Angers-UMR CERHIO
- Éric Pierre, Université d'Angers-UMR CERHIO
- Pascale Quincy-Lefebvre, Université d'Angers-UMR CERHIO

#### **Comité scientifique international :**

- Louise Bienvenue, professeure d'histoire contemporaine, Université de Sherbrooke-CHRS (Québec-Canada)
- Thierry Moreau, professeur de droit, Université de Louvain-Centre Interdisciplinaire des Droits de l'Enfant (Belgique)
- Elda Moreno, Chef du Service de la dignité humaine et de l'égalité entre les femmes et les hommes au Conseil de l'Europe jusqu'en 2013
- Dirk Schumann, professeur d'histoire contemporaine, Université de Göttingen (Allemagne)
- François de Singly, professeur de sociologie, Université Paris Descartes
- Dominique Youf, philosophe, Directeur adjoint des enseignements et de la recherche à l'École Nationale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse



## Towards a history of children's rights in the 20<sup>th</sup> century: transnational approaches

International Symposium  
9-10 October 2014  
University of Angers – UMR CERHIO – FRANCE

### Call for papers

During the 20th century, different social groups and institutions mobilized in defence of children's rights. Viewed as an important political issue, childhood became a "cause" whose stakes went far beyond simply protecting children. The emotion aroused by the vulnerability of children exposed to the tragedies of the 20<sup>th</sup> century led to public opinion campaigns or activist "crusades" claiming to protect children from the vicissitudes of modernity. This led to the gradual development of children's rights, a process that extended to the societies of the South during the latter half of the 20th. Setting national contingencies aside, the goal was to guarantee each child security and education, both deemed necessary to the exercise of free will, the touchstone of liberal societies.

From the first Declaration of the Rights of the Child in Geneva (1923-1924) to the International Convention on the Rights of the Child 25 years ago (1989), passing by major milestones along the way (1959, 1979), the history of children's rights has not yet been the subject of extensive academic work. As a result, the contemporary global concern for children, plagued by difficulties in concrete application, does not benefit from an analysis of the historical aporias of the constitution of those rights.

This symposium aims to explore how mobilization, knowledge, norms and institutions designed to further children's rights were articulated within transnational space. These rights straddle different fields: law and justice, social policy, education and leisure, public health and humanitarian intervention, etc. The symposium plans to examine the social practices and the construction of the sphere of child advocacy. It also aims to reconstitute the historical experience of the actors, in particular the role of the children themselves in constituting their rights by marshaling the concept of citizenship. It will discuss the tension, which troubled the field of child advocacy throughout the 20<sup>th</sup> century, between the demands of risk management for the protection of vulnerable children and the development of the individual rights of minors in the name of political emancipation.

Two types of presentations are solicited:

1. Paper discussing the primary sources and the corpus available to historians and the process of gaining access to the files necessary for a history of children's rights. The novelty of this historiographical field calls for diversification and the breaking-down of barriers in terms of the status of archive creators (governments, individuals, associations, international organizations), conservation sites and the nature of documents (text, statistics, film, photography, audio). The conditions for accessing documents, especially in terms of digitization and on-line programs, deserve attention.

2. Monographs and case studies, at different levels, presenting advances in knowledge. There is no limit on the themes and questions that might be considered, but the following are of particular interest to the organizers:

- How did different stakeholders mobilize? Did they produce propaganda regarding the moral, social, and political imperatives of protecting and ensuring the well-being of



children and youth around the world?

- What were the spillover effects of mobilization in terms of population control and the practices of social groups and individuals?
- Can one consider the consequences of mobilization for the rights of children as both emancipatory and alienating?
- How does the universal dimension of the rights of children accommodate social, racial and gender inequities at the level of communities, nations and the world?
- What were the various roles of stakeholders, especially children and families, in the application of rights?
- Does the enunciation of the rights of children produce new forms of "hierarchies of humanity"?
- How did the enunciation of the rights of children participate in the construction of a new definition of citizenship? To what extent did the issue of citizenship take into consideration the negotiations and conflicts which form around the social norms shaped by children's rights?

Proposals for papers (maximum 400 words, in English or French) should be accompanied by the author's biographical and bibliographical summary and sent to [yves.denechere@univ-angers.fr](mailto:yves.denechere@univ-angers.fr) and [david.niget@univ-angers.fr](mailto:david.niget@univ-angers.fr) before **May 15<sup>th</sup> 2014**.

NB: Presenters will not be asked to pay registration fees and the organizers will cover accommodation and meals. Transportation costs and arrangements will, however, be the responsibility of each presenter.

**Organizing Committee:**

- Yves Denechere, University of Angers, UMR CERHIO
- Joëlle Droux, University of Geneva, ERHISE
- Patrice Marcilloux, University of Angers, UMR CERHIO
- David Niget, University of Angers, UMR CERHIO
- Eric Pierre, University of Angers, UMR CERHIO
- Pascale Quincy-Lefebvre, University of Angers, UMR CERHIO

**International Scientific Committee:**

- Louise Bienvenue, Professor of Contemporary History, University of Sherbrooke, CHRS (Quebec, Canada)
  - Thierry Moreau, Professor of Law, University of Louvain, Interdisciplinary Centre for the Rights of the Child (Belgium)
  - Elda Moreno, Head of Department, Gender Equality and Human Dignity, Council of Europe (until 2013)
  - Dirk Schumann, Professor of Contemporary History, University of Göttingen (Germany)
  - François de Singly, Professor of Sociology, University of Paris Descartes
  - Dominique Youf, Philosopher, Deputy Director of Teaching and Research, l'École Nationale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse
-